



CHAPITRE 10

Loi modifiant la Loi de l'exécutif

[Sanctionnée le 7 juillet 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 9, a. 4,
mod.

1. L'article 4 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1964, chapitre 9), modifié par l'article 19 du chapitre 16 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 4 du chapitre 23 et l'article 17 du chapitre 72 des lois de 1966/1967, par l'article 18 du chapitre 68 des lois de 1968, par l'article 13 du chapitre 14, l'article 7 du chapitre 26 et l'article 13 du chapitre 65 des lois de 1969 et par l'article 12 du chapitre 42 des lois de 1970, est de nouveau modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

Autres
ministres.

« Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi nommer ministre, de la même manière, au nombre des membres qui composent le Conseil exécutif, tout autre fonctionnaire qu'il désigne en vue de l'application du deuxième alinéa de l'article 7; un tel fonctionnaire reste en office durant bon plaisir. »

S.R.,
c. 9, a. 6,
mod.

2. L'article 6 de ladite loi, modifié par l'article 18 du chapitre 11 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Indemnité
et allocation
des
membres
du Conseil
exécutif.

« Sans préjudice des indemnités et des allocations législatives, le premier ministre reçoit annuellement une indemnité de vingt mille dollars et une allocation pour frais de représentation de quatre mille dollars, et chaque membre du Conseil

CHAPTER 10

An Act to amend the Executive Power Act

[Assented to 7th July 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 4 of the Executive Power Act (Revised Statutes, 1964, chapter 9), amended by section 19 of chapter 16 of the statutes of 1965 (1st session), by section 4 of chapter 23 and section 17 of chapter 72 of the statutes of 1966/1967, by section 18 of chapter 68 of the statutes of 1968, by section 13 of chapter 14, by section 7 of chapter 26 and section 13 of chapter 65 of the statutes of 1969 and by section 12 of chapter 42 of the statutes of 1970, is again amended by adding the following paragraph at the end:

“The Lieutenant-Governor in Council may also appoint as minister, in the same manner, from among the members of the Executive Council, any other official whom he designates for the application of the second paragraph of section 7; such official shall remain in office during pleasure.”

Other
ministers.

2. Section 6 of the said act, amended by section 18 of chapter 11 of the statutes of 1965 (1st session), is again amended by replacing the second paragraph by the following:

“Without prejudice to the sessional indemnities and allowances, the Prime Minister shall annually receive an indemnity of twenty thousand dollars and an allowance of four thousand dollars for entertainment expenses, and each member

Indemnity
and
allowances
to
members
of the
Executive
Council.

exécutif mentionné au premier alinéa de l'article 4 et à l'article 5 reçoit annuellement une indemnité de quinze mille dollars et une allocation pour frais de représentation de trois mille dollars; chacun des autres membres du Conseil exécutif reçoit annuellement une indemnité de douze mille dollars et une allocation pour frais de représentation de trois mille dollars. À compter du 1^{er} janvier 1972, les indemnités qui seraient autrement payables à cette date sont augmentées de 4% et les allocations qui seraient autrement payables à cette date sont augmentées de 2%. Ces indemnités et allocations sont payées à même le fonds consolidé du revenu. »

S.R.,
c. 9, a. 7,
mod.

3. L'article 7 de ladite loi est modifié en remplaçant les deux premiers alinéas par les suivants:

Défini-
tion des
devoirs,
etc.

« **7.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut définir les devoirs qui doivent être remplis par tout membre du Conseil exécutif et modifier le nom sous lequel un ministre ou un ministère est désigné.

Transfert
de servi-
ces, etc.

Il peut aussi transférer un ou plusieurs services d'un ministère du contrôle d'un ministre au contrôle d'un autre ministre, confier une partie des fonctions d'un ministre à un autre ministre ou permettre à un ministre d'exercer une partie des fonctions d'un autre ministre sous la direction de ce dernier. Le ministre à qui sont ainsi attribués des services ou des fonctions a les mêmes pouvoirs et remplit les mêmes devoirs, relativement à ces services ou fonctions, que le ministre qui en avait précédemment le contrôle ou la responsabilité ou que le ministre sous la direction duquel il agit, selon le cas. »

Effet
rétroactif.

4. L'article 2 a effet à compter du 1^{er} janvier 1971 sans préjudice des droits acquis entre cette date et le 1^{er} juillet 1971.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

of the Executive Council mentioned in the first paragraph of section 4 and in section 5 shall receive annually an indemnity of fifteen thousand dollars plus an allowance of three thousand dollars for entertainment expenses; each of the other members of the Executive Council shall receive annually an indemnity of twelve thousand dollars plus an allowance of three thousand dollars for entertainment expenses. From the 1st of January 1972 the indemnities otherwise payable on that date shall be increased by 4% and the allowances otherwise payable on that date shall be increased by 2%. Such indemnities and allowances shall be paid out of the consolidated revenue fund."

3. Section 7 of the said act is amended by replacing the first two paragraphs by the following: R.S.,
c. 9, s. 7,
am.

"**7.** The Lieutenant-Governor in Council may define the duties to be exercised by any member of the Executive Council and change the name under which a minister or department is designated. Defining
duties,
etc.

He may also transfer one or more branches of a department from the control of a minister to the control of another minister or entrust part of the duties of a minister to another minister, or allow a minister to exercise part of the functions of another, under the latter's direction. The minister to whom branches or duties are so transferred or entrusted shall, with respect to such branches or duties, have the same powers and perform the same duties as the minister who formerly had the control of or responsibility for them, or the minister under whose direction he acts, as the case may be." Transfer
of
branches,
etc.

4. Section 2 shall have effect from the 1st of January 1971 without prejudice to rights acquired between that date and the 1st of July 1971. Retro-
active
effect.

5. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.